



Vendredi 14 décembre 1956,
 à 10 h. 50

New-York

SOMMAIRE

	Page
Point 27 de l'ordre du jour :	
Développement économique des pays sous-développés (suite) :	
a) Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique : rapport du Comité <i>ad hoc</i> ;	
b) Problèmes fiscaux internationaux : rapport du Conseil économique et social ;	
c) Industrialisation des pays sous-développés	
Discussion générale (suite)	91

Président : M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

POINT 27 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement économique des pays sous-développés (A/3154, A/3192) [suite] :

- a) **Question de la création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique : rapport du Comité *ad hoc* (A/3134 et Corr.2) ;**
- b) **Problèmes fiscaux internationaux : rapport du Conseil économique et social ;**
- c) **Industrialisation des pays sous-développés**

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que l'Organisation des Nations Unies devrait placer au premier rang de ses préoccupations les questions économiques, qui sont à la base des rapports politiques et culturels entre les peuples. Une étroite solidarité économique entre toutes les nations contribuerait puissamment à créer la confiance mutuelle et à consolider la paix. Le développement et la régularisation des échanges, dans le respect de la souveraineté et de l'égalité des peuples et conformément au principe de l'avantage mutuel, aurait pour effet d'élargir le marché intérieur et extérieur de tous les pays, d'augmenter la production et les débouchés, de maintenir le plein emploi et finalement d'élever le niveau de vie et le progrès économique et social de tous les pays.

2. On a pu enregistrer depuis quelque temps un certain accroissement des échanges internationaux, mais il est encore insuffisant. L'Organisation des Nations Unies, qui est la plus grande des organisations internationales et la plus représentative, bien que de nombreux peuples — et en particulier le grand peuple chinois — n'y soient pas encore représentés, peut et doit prendre une part de plus en plus active au développement des relations économiques internationales, qui constituent un facteur important de la coexistence pacifique d'Etats dotés de régimes politiques et sociaux différents.

3. L'économie de l'Union des Républiques socialistes soviétiques se développe rapidement. Par rapport à

1940, l'indice de la production industrielle est passé à 1,7 en 1950 et à 3,2 en 1955. Toujours par rapport à 1940, il sera de 5,3 en 1960. Rien ne montre mieux la rapidité du développement économique de l'URSS que le fait que la production industrielle ait augmenté de 20 fois en 25 ans, tandis que, pendant la même période, elle a seulement doublé dans l'ensemble des pays capitalistes.

4. Le nouveau plans quinquennal (1955-1960) donne, comme les précédents, la priorité à la construction mécanique et à la métallurgie, dont la production sera accrue de 80 pour 100, mais il prévoit aussi une forte augmentation de la production des biens de consommation, dont le volume sera, en 1960, supérieur de 60 pour 100 à celui de 1955.

5. La récolte des céréales de 1955 a dépassé celle de 1954 de 22 pour 100. L'année 1956 sera à cet égard une année record en dépit de conditions atmosphériques défavorables. La production animale s'est accrue elle aussi dans de notables proportions. De 1956 à 1960, la production agricole augmentera de 70 pour 100.

6. L'Union soviétique dispose, on le sait, de grandes réserves de matières premières. Son économie planifiée lui permet d'écouler sans heurts sa production industrielle et agricole sur le marché intérieur, mais le développement constant du volume de la production lui permet aussi d'envisager un accroissement considérable de ses échanges. L'Union soviétique ne vise nullement à l'autarcie.

7. Quant à la situation économique des pays occidentaux, les auteurs de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1955* (E/2864), disent eux-mêmes qu'elle suscite de sérieuses inquiétudes. Bien que, d'après les statistiques, la production industrielle se soit un peu accrue dans un certain nombre de pays occidentaux, cet accroissement a lieu sous le signe d'un développement économique plutôt particulier et est dû notamment à la militarisation de l'économie. De nombreux pays occidentaux éprouvent de graves difficultés. On y constate un déséquilibre croissant entre certains secteurs de l'économie. Plusieurs pays éprouvent de sérieuses difficultés à écouler leur production. Dans certains d'entre eux, les poussées inflationnistes s'accroissent et le déséquilibre de la balance des paiements subsiste.

8. De l'avis de la délégation soviétique, la continuation de la course aux armements aggrave les difficultés avec lesquelles les pays occidentaux sont aux prises. L'augmentation des impôts liée au financement des programmes d'armement diminue le pouvoir d'achat de la population, et cette diminution accentue à son tour le problème de l'écoulement des produits et exerce une influence défavorable sur la production industrielle comme sur la production agricole.

9. Une réduction notable des dépenses d'armement faciliterait, à n'en pas douter, le règlement de beaucoup de problèmes financiers et économiques. Il n'est pas

inutile de rappeler à cet égard que l'URSS procède unilatéralement à une forte réduction de ses forces militaires dont l'effectif va être réduit de 1.840.000 hommes et le budget de 10 milliards de roubles. En même temps, l'Union soviétique a renoncé, avant la date prévue, aux bases militaires de Port-Arthur et de Porkkala qui avaient été mises à sa disposition en vertu d'accords bilatéraux.

10. Les relations entre les pays industrialisés et les pays sous-développés sont l'un des aspects les plus importants de la coopération économique internationale. Il importe de combler au plus vite le fossé qui les sépare. N'est-il pas paradoxal, par exemple, qu'un groupe de pays qui comprend les deux tiers de la population du globe ne produise que 3 pour 100 de l'acier et moins de 7 pour 100 de l'énergie électrique du monde?

11. De nombreux pays sous-développés ont pris conscience de la nécessité de rattraper le retard séculaire de leur économie, qui est le résultat de leur ancienne dépendance politique et économique. Ils savent qu'il leur faut pour cela créer une industrie nationale. Ils savent aussi qu'ils devront avant tout compter sur leurs propres forces; mais ils sont en droit de compter sur l'aide désintéressée des pays industriels. Ceux-ci ne devront la subordonner à aucune condition d'ordre économique, politique ou militaire, qui pourrait compromettre l'indépendance des pays plus faibles. Il importe que les pays sous-développés puissent disposer librement de leurs richesses naturelles.

12. Les pays industriels ne devraient pas hésiter à fournir des biens d'équipement aux pays sous-développés. Ils devraient mettre à leur disposition leurs connaissances techniques, sans en exclure les connaissances relatives à l'utilisation pacifique de l'énergie atomique, et leur céder, dans des conditions avantageuses, des brevets et des renseignements de caractère technique. Ils devraient également les aider en assurant la formation de personnel compétent.

13. L'exportation de matières premières constitue la principale source de revenu des pays sous-développés. C'est des bénéfices qu'ils en retirent que dépend le financement de leur développement économique. Il est indispensable de prendre des mesures pour favoriser le développement du commerce de ces produits, de mettre fin à la disparité anormale des prix et de régulariser les termes de l'échange qui sont actuellement très défavorables aux peuples des pays sous-développés. Une augmentation de 5 pour 100 du prix moyen des matières premières représenterait pour les pays exportateurs une somme équivalente à l'ensemble des capitaux qu'ils reçoivent chaque année de l'étranger à quelque titre que ce soit (investissements privés, prêts ou dons d'organismes gouvernementaux et internationaux). Etant donné la pénurie de capitaux dans les pays sous-développés, la délégation de l'Union soviétique estime que ces pays devraient recevoir une aide financière accrue.

14. Les représentants des pays sous-développés en veulent à juste titre aux institutions financières telles que le Fonds monétaire international et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, qui n'accordent à ces pays que des crédits à long terme d'un montant limité et à intérêt trop élevé. L'expérience a montré que ces institutions se sont révélées insuffisantes pour financer le développement économique des pays sous-développés.

15. La délégation de l'Union soviétique estime utile de créer un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique des pays sous-développés, et il n'y a pas lieu, à son avis, d'attendre pour régler cette question qu'un accord intervienne sur la réduction des armements, comme le proposent certains pays, bien que, de toute évidence, la réduction des armements mettrait de nouvelles ressources à la disposition du fonds envisagé.

16. L'Union soviétique partage sincèrement les aspirations et les espoirs des pays sous-développés qui veulent mettre sur pied une économie nationale indépendante; elle appuie par conséquent la proposition tendant à créer le Fonds spécial des Nations Unies pour le financement du développement des pays sous-développés et est prête à apporter sa contribution à ce fonds. L'URSS appuie également la proposition des pays sous-développés tendant à créer, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, un organe spécial qui serait chargé d'étudier les moyens de favoriser l'industrialisation de ces pays.

17. Il est universellement reconnu que le développement du commerce international est l'un des meilleurs moyens de renforcer la paix et la collaboration entre tous les peuples, quel que soit leur régime politique ou économique. L'Union soviétique travaille, pour sa part, à développer la confiance et la compréhension mutuelle entre les nations. Le principe de la coexistence pacifique, posé par Lénine, constitue l'un des fondements de la politique étrangère soviétique. Le peuple soviétique veut que la coexistence pacifique soit synonyme de collaboration constructive et de longue haleine entre les pays dotés de régimes différents. Les idées qui avaient cours au temps de la guerre froide doivent faire place à des concepts nouveaux. Nul ne devrait plus considérer que le développement du bien-être d'un pays puisse constituer un danger ou une menace pour d'autres pays.

18. Il faut constater, malheureusement, que certaines restrictions au commerce avec l'Union soviétique, établies depuis 1949, sont toujours en vigueur. On continue aussi d'interdire le commerce avec la République populaire de Chine. Les échanges avec l'Union soviétique revêtent pourtant une grande importance pour de nombreux pays. Aujourd'hui encore, l'Union soviétique passe des commandes considérables en Angleterre, en France, en Allemagne occidentale, au Danemark, en Finlande, en Suède et dans beaucoup d'autres pays où elle effectue également des livraisons. Ces commandes contribuent, à n'en pas douter, à améliorer la situation économique des pays qui les exécutent.

19. Au cours de leur séjour au Royaume-Uni en avril 1956, M. Boulganine, président du Conseil des ministres de l'URSS, et M. Khrouchtchev, membre du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, ont déclaré que s'il n'y avait plus de limitations ni de discrimination dans les échanges, l'Union soviétique pourrait, en cinq ans — de 1956 à 1960 — porter le montant de ses achats au Royaume-Uni à un chiffre situé entre 9 et 11 milliards de roubles, soit de 800 millions à 1 milliard de livres sterling, dont 4 à 5 milliards de roubles pour les commandes de matériel divers et de navires, et 5 à 6 milliards de roubles pour l'achat d'un vaste assortiment d'articles manufacturés et de matières premières.

20. A l'occasion de la visite à Moscou, en mai, d'une délégation du Gouvernement français, le Gouvernement soviétique a déclaré que s'il n'y avait plus de limitations ni de discrimination dans les échanges, l'URSS pour-

rait augmenter notablement le volume de ses achats de produits français et, dans une proportion correspondante, celui des ventes de produits soviétiques, de façon à tripler ou à quadrupler en trois ans, par rapport à 1955, le volume des échanges entre l'URSS et la France.

21. Au cours de ces dernières années, l'URSS a renforcé et développé ses relations économiques avec les pays du Proche et du Moyen-Orient, de l'Extrême-Orient, de l'Europe occidentale, avec la Scandinavie et avec certains pays de l'hémisphère occidental. Elle est prête à développer encore son commerce et ses échanges culturels sur la base de l'égalité et du profit mutuel, avec tous les pays qui en manifesteront le désir. Il existe des problèmes qu'un pays ou un groupe de pays ne pourraient résoudre seuls. L'URSS est donc en faveur d'une coopération économique sur le plan mondial.

22. L'Union soviétique espère fermement que la détente internationale va s'accroître et que l'on réalisera des progrès notables dans le domaine de la réduction des armements. Le passage d'une économie de guerre à une économie de paix constitue une noble tâche. L'Organisation des Nations Unies doit dès maintenant organiser à cette fin les efforts des Etats en un programme concret.

23. Ainsi, tous les Etats doivent faire face à de graves problèmes économiques, dont le règlement contribuera à améliorer encore le bien-être des nations. Au cours de ces dernières années, l'Organisation des Nations Unies a fait quelques tentatives pour résoudre certains problèmes économiques particuliers. Le Conseil économique et social et ses commissions régionales se sont notamment occupés de ces questions. Cependant, les commissions régionales fonctionnent chacune dans leur région et n'ont pas, jusqu'ici, suffisamment coordonné leur action. D'autre part, le Conseil économique et social proprement dit n'a pas les pouvoirs nécessaires pour résoudre nombre de problèmes importants. En outre, certains problèmes n'ont pas été résolus parce que leur règlement n'a pas été et n'a pas pu être suffisamment préparé, et aussi parce que les problèmes économiques sont parfois tellement liés à des problèmes politiques que leur solution n'est possible qu'à une large conférence dotée des pouvoirs nécessaires et dûment représentative. L'examen de tout problème économique important a invariablement nécessité la discussion de toute une gamme d'autres questions, ce qu'on n'a pas pu faire jusqu'ici dans le cadre des organes existants de l'Organisation.

24. Par conséquent, le moment est venu de prendre, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, des mesures de portée mondiale pour examiner et résoudre toute une série d'importants problèmes économiques internationaux. Comme le Ministre des affaires étrangères de l'URSS l'a déclaré à la 589ème séance plénière de l'Assemblée générale, le Gouvernement soviétique

propose de réunir en 1957 une conférence économique mondiale.

25. Aucun organe des Nations Unies n'est chargé spécialement du développement du commerce mondial. La Conférence de La Havane avait, il est vrai, élaboré, en 1948, le statut d'une organisation internationale du commerce, mais ce statut est resté lettre morte. Il convient d'examiner à nouveau ce problème. La conférence économique mondiale envisagée, qui serait largement représentative, pourrait examiner, d'un point de vue pratique et sous tous ses aspects, le problème du développement du commerce international, ainsi que la question de la création, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, d'une organisation du commerce ouverte à tous les pays du monde.

26. De plus, la conférence économique mondiale pourrait sérieusement s'occuper des problèmes extrêmement importants que posent le développement économique et l'industrialisation des pays sous-développés et que le représentant de l'URSS a déjà évoqués. Au nombre de ces problèmes, on peut citer dès maintenant, à titre préalable, la coopération internationale en vue d'une aide financière et technique aux pays sous-développés, la formation de cadres nationaux de spécialistes, la fourniture de biens d'équipement, le commerce des produits primaires et les prix de ces produits. De l'avis de la délégation de l'Union soviétique, toutes ces questions ont une importance vitale pour de nombreux peuples du monde et méritent la plus grande attention.

27. La conférence pourrait également s'occuper d'un autre groupe de problèmes relevant du domaine des relations monétaires et financières entre les pays. Le déséquilibre de la balance commerciale et de la balance des paiements de nombreux pays, industrialisés et sous-développés, la politique et les modalités en vigueur en matière de crédits et d'emprunts étrangers, la suppression de l'inflation, etc., sont autant de questions qui inquiètent vivement beaucoup de pays.

28. La délégation soviétique estime qu'on devrait inviter à cette conférence tous les pays, qu'ils soient ou non membres de l'Organisation, ainsi que les grands organismes économiques internationaux. Le Secrétaire général pourrait être chargé de préparer l'ordre du jour et les modalités d'organisation de la conférence et de les soumettre à l'approbation du Conseil économique et social à sa vingt-troisième session.

29. La délégation de l'Union soviétique espère que les autres Etats Membres appuieront la proposition tendant à réunir une conférence économique mondiale à laquelle les divers pays et les organisations internationales présenteraient, à n'en pas douter, beaucoup de nouvelles propositions importantes. La réunion d'une conférence économique mondiale pourrait être l'une des mesures qui amèneront l'Organisation des Nations Unies à s'occuper activement du développement de la coopération économique internationale.

La séance est levée à 11 h. 45.

